

Menace de récession



08 - 12:52

15 000 personnes ont été licenciées en Hongrie depuis le

mois de janvier, dont 3000 en octobre. Mais avant de tout attribuer à la tension globale, il faut pourtant souligner que cette tendance n'a pas encore de lien direct avec la crise. Elle résulte du ralentissement général de la croissance économique depuis quelques années et de la faiblesse des marchés.

La crise n'a pour l'instant que des effets indirects sur l'économie, provoquant notamment l'incertitude des entreprises, face à l'évolution des commandes et de leur CA, et des ménages, inquiets pour leurs épargnes et leurs emplois. Pourtant, son "vent précurseur" a bel et bien touché différents secteurs de l'économie. A cause des restrictions concernant les conditions de crédit, de nombreuses entreprises sont amenées à diminuer leur production du fait de l'émigration du capital, assuré jusque-là par des investisseurs qui finançaient une grande partie de l'activité des sociétés. De plus, les entreprises sont touchées de plein fouet par la baisse de la consommation des ménages souffrant eux aussi de la crise des crédits. Puisque la demande intérieure est faible, il est inimaginable d'augmenter le prix des prestations, ce qui reviendrait à rejeter les conséquences de cette baisse de profit sur des consommateurs déjà affaiblis. De plus, le taux des salaires étant fixé au début de chaque année, il ne reste qu'un choix aux entreprises pour optimiser à

nouveau leur activité : la diminution des effectifs, soit temporairement via un chômage technique, soit par le licenciement définitif des salariées.

Les secteurs les plus touchés sont ceux de l'automobile, de la construction et bien évidemment du commerce, tous trois particulièrement dépendants des financements bancaires et de l'attribution de crédits. Par ailleurs, les grands perdants de la politique de réajustement des dépenses publiques du gouvernement seront les employés du secteur public, retraités inclus, toujours en première ligne lors des resserrements budgétaires nationaux. Pour les jeunes diplômés et les travailleurs de plus de 50 ans, c'est-à-dire les tranches les plus menacées par la rupture des contrats, les vagues de licenciements sont de vrais cauchemars, mettant en jeu l'avenir de leurs familles.

Toutefois, les crises financière et économique ne sont pas synonymes de récession pour certaines entreprises. Au contraire, « une crise n'est jamais la fin de quelque chose, mais le début », remarquent de nombreux acteurs économiques qui considèrent opportun de profiter de la perturbation du marché afin de trouver de nouveaux débouchés rentables. La crise pourrait effectivement mettre en avant la concurrence, toujours avantageuse pour les consommateurs. Elle pourrait aussi obliger les entreprises à se focaliser sur l'innovation, la baisse des coûts, l'amélioration de la qualité et la restructuration des circuits commerciaux. L'Etat aurait d'ailleurs lui-même besoin de ces quelques perspectives pour montrer l'exemple. Il s'agirait notamment de la réorganisation de l'appareil d'Etat et des institutions, segments où l'on pourrait épargner le plus. Les programmes gouvernementaux pour inciter les activités d'export et les crédits favorables des banques ne faciliteront certes pas la situation des entreprises à long terme, mais représenteraient une solution temporaire, un fil rouge pour sortir du noir.

Kata Bors

- 8 vues

Catégorie

Agenda Culturel